

NOTES DE LECTURE

BREDELOUP Sylvie

La Diam'spora du fleuve Sénégal. Sociologie des migrations africaines.— Toulouse : Presses Universitaires du Mirail, 2007.— 301 p. (collection Socio-logiques) ISBN : 978-2-85816-938-2

Sylvie Bredeloup nous propose une « sociologie des migrations africaines » en explorant les trajectoires d'individus originaires de la vallée du fleuve Sénégal partis en quête de diamants en Afrique de l'Ouest (Guinée, Sierra-Leone, Liberia, Côte d'Ivoire) et en Afrique centrale (Congo, Zaïre, Zambie, Angola). Selon la tradition sociologique et dans le prolongement de travaux portant sur la migration, l'auteur réinterroge de façon féconde certaines notions fondamentales telles que le transnationalisme, l'entrepreneuriat, l'aventure individuelle et collective, l'illégalité, l'illicite, la clandestinité, la fraude, la contrebande, etc. Elle écrit combien les frontières sont floues entre ces termes et rend compte de la labilité et de la multiplicité des figures de migrants.

Cet ouvrage n'est pas une énième étude portant sur les ressortissants sénégalais venus s'installer en Europe. Sylvie Bredeloup met en évidence d'autres migrations, internes au continent africain cette fois, moins connues car moins médiatisées, mais non moins structurantes pour la vallée du fleuve Sénégal. Elle se donne pour objectif de comprendre les recompositions sociales et identitaires induites à la fois dans les villages d'arrivée, les espaces traversés et la région d'origine. « L'articulation entre entrepreneuriat économique et dynamiques urbaines » (p. 11) est également réinterrogée avec pertinence. Dit autrement, les mutations sociales analysées le sont au prisme des transformations spatiales, ce qui leur donne une toute autre profondeur.

Ce travail est le fruit de dix années d'enquêtes et de travaux de recherche menés entre 1992 et 2002. L'originalité de son approche tient à la démarche méthodologique, laquelle permet de saisir cette Afrique en mouvement. Le lecteur a en effet la possibilité de circuler dans le temps

et dans l'espace au côté des diamantaires.

Après avoir replacé le diamant dans l'activité extractive du continent africain (Chap. 1), l'analyse diachronique fait débiter les récits de migrants au moment des indépendances. Dès les années cinquante, les itinéraires se diversifient : aux mouvements saisonniers pour l'arachide et aux départs vers l'Europe s'ajoute la « ruée vers le diamant » qui « enfièvre » les populations du fleuve (Chap. 2). Certains Soninké, généralement connus pour leur émigration vers l'Europe, mais plus encore les Halpulaaren, qui composent l'autre grande ethnie de la vallée, partent chercher la pierre précieuse.

L'approche multi-située retenue permet au lecteur de découvrir les lieux d'accumulation (sites miniers), transiter dans certaines capitales africaines (Lusaka, Kinshasa), suivre les réajustements de parcours en fonction des conjonctures politiques et économiques, revenir dans les villages de la vallée (Matam, Ourosogui) et à Dakar où ils réinvestissent leur argent, ou encore franchir la Méditerranée pour gagner les comptoirs de vente européens (Anvers). De la sorte, la construction de l'ouvrage rend compte de la discontinuité spatiale qui existe entre les différents « territoires du diamant » et de leur mise en réseau rendue possible grâce à cette « Diams'connection ».

Bien que les trajectoires résultent d'abord de choix individuels – ce qui rompt avec les images de communauté holiste de migrants –, elles n'en sont pas moins intégrées dans une organisation sociale plus vaste. Les liens sociaux et connexions entre les lieux autour de cette activité diamantaire sont tels qu'ils donnent à voir une organisation sociale proche de la diaspora (Chap. 3). Pour ces migrants sénégalais, la dispersion et la circulation apparaissent comme le principal moyen d'obtenir des ressources. Quelques personnes font le lien, qu'il s'agisse des migrants eux-mêmes, des intermédiaires nombreux (courtiers, coursiers, etc.) ou encore des njaatigue (logeurs et intermédiaires qui réceptionnent les nouveaux venus sur les sites miniers). Appartenance identitaire, alliance villageoise, caisse de solidarité, communauté d'intérêts, islam fédérateur donnent du sens à

ces territoires dispersés (Chap. 4).

Le texte interroge encore la place du retourné, de celui qui est parti en aventure et est revenu. S. Bredeloup donne à voir un modèle qui diffère de celui autrement plus connu des immigrés en Europe (Chap. 5). Certes, à l'instar de ces derniers, les diamantaires rapatrient une partie de leurs biens dans la vallée du fleuve Sénégal qu'ils réinvestissent dans les mosquées, l'élevage, l'immobilier (en particulier à Dakar) ou encore dans le commerce. Mais, ils ne maîtrisent pas les rouages du système qu'ils ont abandonnés depuis plusieurs années, de même qu'ils ne sont plus insérés dans les réseaux sociaux. En outre, ces individus peinent à sécuriser leur richesse, à transposer leurs savoirs et à transmettre leur activité à leur descendance. Leur enrichissement n'implique pas forcément de renversement hiérarchique ; leurs poids économique et politique demeurent faibles. Ainsi donc, si les réussites sont affichées avec ostentation, elles sont moindres par rapport à celles développées par la confrérie mouride ou encore quelques « Big men » ayant réussi en France. L'approche monographique des impacts de la migration sur le village d'Ourossogui permet à l'auteur de distinguer non seulement deux modèles migratoires mais encore deux conceptions du développement local : alors que les migrants d'Afrique cherchent avant tout à tirer individuellement des bénéfices de leurs réinvestissements d'argent, les migrants d'Europe, localement dénommés « intellectuels », développent une vision plus collective et durable. Le bénéfice doit sortir du seul cercle familial pour concerner plus largement le village.

Au cœur de ces réseaux tissés ici et là-bas se trouvent les femmes et enfants de diamantaires, à qui la parole est donnée dans l'ultime section de l'ouvrage (Chap. 6). Généralement oubliées de la migration alors même qu'elles constituent les mailles du filet, il est aisé de comprendre combien ces femmes servent les intérêts de ces migrants. Le mariage avec des filles du village d'origine répond aux pressions subies pour reproduire les alliances traditionnelles, tandis que celui célébré avec des femmes du pays d'accueil permet au trafiquant d'obtenir une certaine sécurité dans le pays d'émigration. Des diamantaires vont même jusqu'à épouser

des filles de trafiquants locaux pour renforcer localement leur activité. L'auteur surprend ici le lecteur en démontrant que la migration ne permet pas à ces femmes de gagner en liberté. Tout au contraire, leur espace de sociabilité se révèle bien plus restreint qu'au village : l'amélioration significative des conditions matérielles rend paradoxalement la femme immigrée plus dépendante de son mari.

Au-delà des seuls récits de ces trafiquants de diamants, cette étude livre de véritables clefs pour comprendre les migrations africaines contemporaines. Il est tout à fait saisissant de voir combien ces itinéraires, bien que replacés en d'autres lieux et à d'autres époques, font écho à ceux que l'on peut observer aujourd'hui à destination de l'Europe. La description des fermetures des frontières par les Britanniques et les Français à la fin de la colonisation rappelle les stratégies de blocages et filtrages mises en œuvre actuellement par l'Union européenne. En offrant la possibilité à ces migrants de conter leurs histoires, ce sont d'autres récits plus actuels qui ressurgissent. Tous mettent en évidence la même multiplicité et complexité des trajectoires. Hier comme aujourd'hui, faits d'allers, de retours et de détours, les parcours sont constamment définis. Les dispositifs circulatoires sont eux-mêmes réversibles, parce que les individus réagissent très rapidement aux politiques d'ouverture et de fermeture décidées par les pays hôtes. Dès lors, les migrants demeurent sous le sceau de la stigmatisation et de la dangerosité. Et, si les trafiquants de diamants sont perpétuellement soumis à la violence, les migrants qui tentent de gagner l'Union européenne le sont tout autant, eux aussi régulièrement victimes d'expulsions et contraints de franchir en permanence les frontières pour échapper à la précarité de leur situation.

On regrettera que l'auteur n'ait eu la possibilité de mettre à jour certaines données et enquêtes. On pourra également reprocher que seuls les diamantaires ou leurs proches (femmes et enfants) prennent la parole. Il aurait en effet été intéressant de croiser les regards et propos avec ceux qui ne sont pas partis ou sont partis ailleurs. Tout aussi intéressante aurait pu être la vision des autres diasporas diamantaires

(juive, libanaise, indienne) ou des ressortissants des pays d'arrivée (Congolais, Zaïrois, Sierra Léonais, etc.) sur les trafiquants sénégalais. Mais ces manques, tout relatifs et très certainement liés à des contingences matérielles, ne ternissent en rien la somme colossale de données collectées et la finesse des analyses. La qualité du texte tient également au fait que le chercheur est en retrait, légèrement effacé, évitant ainsi l'écueil du misérabilisme si répandu à l'évocation de ces migrations. Et c'est justement parce que le chercheur n'évoque pas les migrations vers l'Europe, ou du moins n'y fait allusion que dans le seul paragraphe conclusif, que celles des diamantaires sont d'autant plus parlantes et éclairantes.

Armelle Choplin
Université Paris-Est Marne-la-Vallée
EA ACP / UMR PRODIG

FRESIA Marion

Les Mauritiens réfugiés au Sénégal. Une anthropologie critique de l'asile et de l'aide humanitaire. — Paris, L'Harmattan, 2009. — 379 p. (collection Connaissance des hommes)
ISBN : 978-2-296-07730-0

*E*n 1989, 120 000 Mauritiens noirs appartenant majoritairement au groupe ethnique haalpulaar sont expulsés de leur région par leur gouvernement et sont contraints de trouver refuge au Sénégal et au Mali. À la lumière d'une étude minutieuse d'une expérience d'exil - les Mauritiens réfugiés au Sénégal -, Marion Fresia, enseignante et chercheuse à l'Institut d'ethnologie de Neuchâtel, nous livre, ici, un passionnant essai d'anthropologie critique de l'asile et de l'aide humanitaire dans un pays du Sud. Celui-ci s'inscrit « à la croisée de la socio-anthropologie du développement, de l'anthropologie juridique et des études sur les migrations ».

Le contexte particulier de cette situation de refuge qui sert de socle à l'ouvrage mérite d'être développé. Tout d'abord, ces populations ne sont pas les victimes d'un conflit entre deux

États ou entre deux factions en lutte. Elles ont été méthodiquement expulsées par leur propre gouvernement des terres fertiles de la vallée du fleuve Sénégal qu'elles détenaient et mettaient en valeur depuis des siècles. Cette expulsion des « négro-mauritiens » fut liée à d'importants enjeux fonciers, politiques et identitaires encore non résolus. Considérés par les autorités en place comme étant d'origine sénégalaise, ils n'eurent pas droit dans un premier temps à un statut de réfugié. Cette non-reconnaissance a impliqué pendant longtemps l'impossibilité de mettre en place un rapatriement officiel et collectif qui aurait signifié reconnaître à ces populations leur citoyenneté mauritanienne et donc leur rendre les biens et les terres dont elles avaient été spoliées.

De plus, ces réfugiés ne sont pas des étrangers pour les Sénégalais qui les accueillent sur l'autre rive du fleuve. Ici, populations réfugiées et populations d'accueil partagent une même origine ethnique, une situation fréquemment observée en Afrique. Ils sont haalpulaar et appartiennent à un même territoire historique, le Fuuta Tooro. Ils détiennent et mettent en valeur des terres sur chaque rive et ont toujours pratiqué des mobilités trans-fluviales. Marion Fresia s'est attachée à restituer les éléments de compréhension d'une actualité brûlante en l'insérant dans l'histoire longue des mobilités des haalpulaaren caractérisée par des mouvements de flux et de reflux entre les deux rives du fleuve Sénégal.

Aussi, ces populations sont-elles devenues « réfugiées » à partir de 1989 sur les terres de leurs ancêtres et de leurs parents proches, une situation qui a donné lieu à une longue période de chevauchement entre deux formes d'assistance, l'une fondée sur les solidarités locales et parentales, l'autre sur les solidarités conventionnées, nationales ou internationales ? Et cette interférence, étudiée ici de façon minutieuse, a créé des dynamiques originales et inattendues, faites de choix et de réappropriations. En outre, ces populations sont réfugiées au Sénégal depuis plus de dix ans lorsque Marion Fresia mène son étude de terrain, entre 2000 et 2004. Cette période de post-urgence, caractérisée à la fois par le désengagement des institutions humanitaires et notamment du HCR

et par une faible médiatisation des réfugiés, a présenté des avantages méthodologiques certains. Cela signifiait un libre accès aux sites de réfugiés, une circulation aisée dans la zone, des possibilités de séjours de longue durée qui ont permis le recueil d'un important matériau d'enquêtes notamment rétrospectives, c'est-à-dire « pouvoir observer la vie des populations exilées en dehors des institutions qui les nomment et ainsi (d') adopter un regard décalé sur son objet d'étude », etc. Rappelons que les réfugiés mauritaniens se sont dispersés sur la rive gauche du fleuve Sénégal, dans plus de 280 sites d'accueil et installations jumelées à des villages autochtones, regroupant chacun entre cinquante et 2 500 personnes, sur plus de 500 kilomètres entre Saint-Louis et Bakel. Ils sont présents également dans les villes sénégalaises et mauritaniennes, dans les zones pastorales du Ferlo sénégalais et dans d'autres pays comme les États-Unis.

Toutefois, l'auteur a choisi le département de Podor comme cadre d'analyse et plus spécialement, deux de ses circonscriptions administratives, celles de Gamaaji Sarré et de Ndioum, sélectionnées parce que regroupant les divers modes d'installation des réfugiés, sites d'accueil, villages jumelés, regroupements spontanés ou dispersion en ville, éléments déterminants des dynamiques d'insertion. Ce cadre d'analyse, circonscrit à un espace géographique restreint, se traduit par un fort ancrage empirique et donne ainsi à l'ouvrage une importante dimension ethnographique étayée à la fois par de multiples extraits d'entretiens, récits de vie et témoignages, par des cartes de situation à différentes échelles et par un glossaire riche de termes de la lexicographie peule. Il s'agit, en quelque sorte, d'une véritable ethnographie compréhensive d'un espace humanitaire.

Chacune à leur manière, les trois parties de l'ouvrage abordent cette notion d'espace humanitaire. Par le jeu des changements d'approches, des emboîtements de lieux et d'échelles d'observation, cet espace est mis en lumière tour à tour comme espace de gouvernance, frontière interne et espace vécu.

Une première partie, - « devenir réfugié chez ses parents » -, interroge la construction de la catégorie contemporaine du réfugié et

la nature des interventions humanitaires que la reconnaissance de ce statut justifie. Mais, c'est la manière dont une intervention humanitaire est mise en œuvre dans un contexte précis qui focalise surtout l'attention. Ainsi, la confrontation entre le discours humanitaire « globalisé » et les modalités concrètes d'une intervention met en évidence le décalage entre cadre juridique légal et cadre d'action local. Et cette intervention humanitaire fait émerger un espace de gouvernance qui s'érige en concurrent de l'espace étatique sénégalais et échappe à son contrôle.

Une deuxième partie - « reconstruire une vie : la diversité des parcours d'exil » - s'attache à montrer la diversité des stratégies mises en œuvre par les familles réfugiées pour reconstruire dans l'exil un capital économique et social. Ces dynamiques d'insertion se traduisent par l'accès à des terres de culture, à des activités d'élevage ou de commerce ou encore par une insertion dans des filières migratoires parfois anciennes. Après avoir vécu des mobilités forcées, elles mettent en place des formes de mobilité activement recherchées qui se construisent sur plusieurs territorialités, faisant jouer la multiplicité de leurs identités. Il faut ici regretter que l'étude de l'accès aux ressources foncières locales n'ait pas été abordée à une autre échelle que celle des formes d'installation, entraînant des généralisations hâtives. Dans la mesure où les familles regroupées en sites, villages jumelés, hameaux spontanés ou encore qui sont dispersées appartenaient à diverses sphères socio-économiques, une approche à l'échelle familiale aurait sans doute été plus pertinente.

Une troisième partie - « donner un sens à l'exil » -, se focalise sur la personne, interrogeant son vécu, c'est-à-dire la manière dont elle se représente, vit et parle des événements et des changements qu'elle a connus et qui l'ont affectée. Cette partie explore le tissu de mots et d'images utilisés par ces hommes et ces femmes pour parler de leur histoire afin d'identifier les ressentis que ce tissu véhicule. L'espace humanitaire est révélé ici comme un espace vécu.

En résumé, tout l'intérêt de ce travail réside dans cette constante déconstruction de l'asile et de l'aide humanitaire suivie d'une reconstruction in situ. Qu'il s'agisse du statut de

réfugié, de la solution dite durable, du rapatriement ou encore du camp, ces notions sont tour à tour confrontées aux modalités concrètes d'une politique d'intervention dans un contexte local précis. Par exemple, l'auteur déconstruit la catégorie du réfugié qui fait l'objet d'un discours globalisé et dont la seule identité se réduit le plus souvent à la victime passive et dépendante. Marion Fresia, par ses enquêtes, montre la diversité de leurs sphères sociales et politiques relevant de leur histoire propre. Ici, les réfugiés sont fonctionnaires, agriculteurs, éleveurs, commerçants et développent des stratégies diversifiées indépendamment de leur statut. Le décalage entre les solutions préconisées par le droit international des réfugiés pour mettre un terme aux situations d'exil et celles envisagées, en pratique, par les populations pour sécuriser leur statut tant juridique qu'économique est ainsi mis en évidence. Aussi, la notion de réfugié ne serait-elle qu'« un statut juridique partagé par un ensemble de personnes à un moment donné de l'histoire » ?

En conclusion, voici un ouvrage capital sur les processus de changements sociaux et identitaires induits par le déplacement forcé et par l'intervention humanitaire ainsi que « sur les enjeux liés aux transferts de normes et de catégories, d'origine occidentale, à des contextes sociaux, politiques et culturels différents ».

Véronique LASSAILLY-JACOB

Professeure de géographie, Université de Poitiers
Migrinter / UMR 6588

ROLLAN Françoise
SOUROU Benoît

Les migrants turcs de France. Entre repli et ouverture. Pessac, Maison des Sciences de l'Homme d'Aquitaine, 2006, 238 p. ISBN : 978-2-85892-330-4

L'ouvrage, publié par la Maison des Sciences de l'Homme d'Aquitaine (MSHA), est le fait de deux auteurs connaissant bien l'immigration turque sur la région bordelaise, Françoise Rollan, géographe et turcophone (l'une des rares collègues à pratiquer

cette langue dans la discipline), directrice de recherche au CNRS, et Benoît Sourou, anthropologue et psychomotricien, lui-même docteur en anthropologie sociale et culturelle, mais par ailleurs praticien en professionnel amené à rencontrer des familles turques parfois en détresse.

Il s'agit d'une étude qui dépasse de loin la seule agglomération bordelaise puisque, si Bordeaux et sa banlieue y tiennent une place importante, l'ouvrage s'intéresse aux Turcs de France comme l'annonce le titre, en insistant toutefois sur une agglomération bordelaise dont la population turque reste peu connue au-delà des travaux locaux menés par des étudiants (maîtrises, masters, doctorats) ou des administrations (rapports). Le sous-titre l'indique, la réflexion porte avant tout sur la dialectique de l'intégration et des freins, réels, observés, ou supposés, à cette intégration. Le groupe bordelais, assez compact tout en étant divers, comme souvent en France et en Europe, est agité et traversé par des clivages idéologiques et religieux (laïcité, affirmation du kéralisme, attachement à l'islam, orthodoxe ou hétérodoxe, gauche versus droite et droite nationaliste, etc.).

L'ouvrage s'organise en deux parties opposées, l'une sur les pratiques souvent observées et décrites, mais souvent peu analysées, de ce qu'il est convenu d'appeler le « repli communautaire » de la population immigrée turque, terme mis en exergue par Michèle Tribalat¹, l'autre sur les tendances inverses qui font de la Turquie, pays d'origine, et des immigrés turcs de France des acteurs d'ouverture vers la modernisation et l'occidentalisation, à la fois en France et en Turquie. Le premier chapitre s'attache à décrire les conditions de vie des immigrés turcs en France (en mettant en avant une intégration économique inachevée, alors que les Turcs sont arrivés plus tardivement que les Maghrébins, les Espagnols ou les Portugais, très présents dans le sud-ouest, mais aussi les difficultés de l'inté-

¹ TRIBALAT Michèle, SIMON P. et RIANDEY B. (1996) De l'immigration à l'assimilation (Enquête sur les populations d'origine étrangère en France). Paris, *La Découverte / INED (Recherches)*, 302 p. ; TRIBALAT Michèle (1995) Faire France : une enquête sur les immigrés et leurs enfants, Paris, *La Découverte (Essais)*, 232 p.

gration scolaire) ; le second chapitre à analyser les conditions du repli par les origines et le statut d'immigré ; le troisième à mieux appréhender les tendances lourdes ou profondes de la société turque qui souvent déroutent les observateurs non avertis. La seconde partie, centrée, au contraire, sur les tendances à l'ouverture, fait également l'aller-retour entre une Turquie plus dynamique, plus jeune, plus occidentalisée depuis les réformes d'Atatürk et la condition d'immigré confronté directement aux sociétés d'accueil occidentales.

Les deux auteurs ont une solide connaissance des populations turques de la région bordelaise, pour les avoir suivies pendant de longues années et connaître de près les diverses associations. Ils mettent à contribution une bibliographie thématique importante, à la fois sur les conditions d'accueil, d'insertion et d'intégration des immigrés turcs, sur la culture (ou la culture plurielle, le fait minoritaire n'est pas oublié, en particulier l'importance de la population kurde tant en Turquie qu'en pays d'immigration) du pays d'origine, sur les processus d'intégration d'autres populations migrantes, même si, comme cela est souligné dans l'introduction, il ne s'agit pas d'une étude sur l'intégration, mais d'une étude sur une communauté. La comparaison entre groupes migrants est revendiquée, les rapports et statistiques locales, régionales, nationales, voire internationales (comparaison avec les Turcs d'Allemagne) est intégrée.

Quelques trouvailles ingénieuses, comme celle qui consiste à systématiquement dresser le plan des locaux associatifs pour en montrer les caractéristiques et les usages très liés aux idées, sinon à l'idéologie propre à chaque groupe. La place des enfants, des femmes, de la culture (présence d'une bibliothèque), de la religion – l'association gère-t-elle son propre lieu de culte ? – y est ainsi analysée dans l'optique de l'ouverture et du repli communautaire. L'ensemble est illustré de quelques plans (dont il vient d'être question, vers la fin de l'ouvrage), mais surtout de graphiques, schémas et cartes en couleur. Françoise Rollan a longtemps travaillé sur l'aménagement régional et en vraie géographe – ce que l'auteur de cette note peut difficilement revendiquer ! - sait dessiner des cartes intéressantes et hautement pédago-

giques, permettant souvent de saisir et de fixer d'un coup d'œil une démonstration.

Cependant, l'ouvrage aurait gagné à être relu par quelques lecteurs plus avertis des caractéristiques spécifiques de la société du pays d'origine. Les erreurs sont assez nombreuses, parfois étonnantes, de la part d'auteurs qui ont amplement montré par leurs engagements personnels et leurs travaux respectifs leur intérêt pour la Turquie et ses populations. Ainsi page 67, le fait que la Turquie ait créé une Présidence (Başkanlık) des Affaires Religieuses sous tutelle du Premier ministre, et non un ministère (Bakanlık), ce qui dans la pratique diffère de fait assez peu. Plus étonnant, la relative confusion, peut-être simplement due à une rédaction un peu ambiguë, entre Samsun, ville où Atatürk a débarqué en révolté contre le Sultan pour soulever la population anatolienne contre les forces d'occupation, et Thessalonique, sa ville de naissance (p. 60, texte et note 4), les originaires de Samsun s'enorgueillissent certainement que leur ville ait été un lieu emblématique de la renaissance turque (comme Sivas, Erzurum ou Ankara), mais le texte semble dire qu'Atatürk est né lui aussi à Samsun. De nombreux autres exemples sont possibles, comme page 205, où l'on ne comprend pas très bien l'allusion aux « Jeunes d'origine turque » et à l'émotion suscitée par cette dénomination dans le petit monde des associations : le terme était-il un renvoi à Jön Türkler, dénomination effective des Jeunes Turcs des années dix, ou au terme Türkiye'li (originaires de Turquie), employée par les militants de gauche voulant affirmer d'autres présences en Turquie que celles des seuls Turcs ethniques, en particulier la présence kurde ? Page 199, 20 % de la population turque serait alévie, soient « vingt millions de personnes », or la Turquie ne compte pas 100 millions d'habitants ! Page 16, l'explication n'est pas claire quant à l'utilisation des termes dernek (association, terme öztürkçe laïcisant), cemiyet (association, terme ottoman employé par les traditionalistes ou les personnes âgées) et cemaat (communauté, religieuse ou tribale, terme ottoman), la racine de cemiyet et cemaat est bien identique, mais les termes et leurs emplois sont différents. Page 87, la note 32 place la bataille de Malazgirt sur les

« rives » du lac de Van en Anatolie occidentale alors que le site n'est ni sur une rive de ce lac (il se trouve au moins à quarante kilomètres à vol d'oiseau), ni en Anatolie occidentale, mais bien en Anatolie orientale ! Les exemples sont nombreux et il n'est dans mon propos, ni d'accabler les auteurs, ni de faire une critique détaillée relevant de l'exercice académique de la soutenance d'une thèse. Tout au plus peut-on regretter ces (trop) nombreuses petites imperfections qui auraient pu être facilement évitées en prenant le temps d'une relecture par un(e) historien(ne)/turcologue. La volonté de faire un aller-retour systématique entre situation récente de l'immigration turque en France et plus généralement en Europe et profondeur de la culture turque, depuis les origines, ce qui est effectivement primordial pour bien comprendre, et les manifestations du nationalisme turc, et les différences parfois fondamentales entre islam turc et islam arabe, est à saluer, même si on peut relever quelques maladresses.

Cet ouvrage a malgré tout des qualités importantes : la cartographie, claire et efficace, outil d'analyse et non simplement illustration, la prise en compte de toutes les composantes de la population turque sur un même plan, de l'extrême droite à l'extrême gauche, en passant par les groupes plus nombreux, islamistes et républicains kémalistes, bien plus représentatifs à défaut d'être toujours localement majoritaires (ce qui brouille souvent l'image véhiculée par l'immigration turque en France), une excellente connaissance du milieu local, et une évidente empathie (mais sans concession) avec ces immigrés dont on oublie leur stabilité et le fait que la plupart en restant va devenir une composante non négligeable de la population française. Enfin, cette publication d'une étude nationale appuyée sur le cas très spécifique de l'agglomération bordelaise comble une lacune, un peu comme le rapport d'Anne Guillou et Martine Wadbled sur la Bretagne², car nos

connaissances sur les populations immigrées d'origine turque de l'ouest de la France sont assez minces ; nous sommes là loin de Paris, du nord-est de la France, voire de la région Rhône-Alpes, régions d'immigration turque bien plus conséquente et de ce fait bien mieux étudiées.

Stéphane de TAPIA
Université de Strasbourg
PROTASI-CNRS

2 GUILLOU Anne et WADBLED Martine (2004) Migrations turques en Bretagne. Rennes, Vannes et Quimper, Rennes, ADDRAS (Association pour le Développement et la diffusion de la Recherche anthropologique et sociologique), 161 p. ; GUILLOU Anne et WADBLED Martine (2006) Maçons turcs, un exemple de stratification ethnique dans l'économie bretonne, in Hommes & Migrations, n° 1260, pp. 81-95.